

La colère des enseignant-es, pourquoi ?

Éléments de réponse pour vous aider à répondre aux parents

Cette année, Covid-19 n'a pas loupé la rentrée des classes au côté de vos enfants. Son cartable rempli, il a franchi plusieurs portails d'écoles et s'est très vite fait remarquer. Le COVID-19 est désormais un camarade de classe très perturbateur.

Son arrivée était pourtant prévisible. Nous n'avons eu de cesse de demander au Ministre d'anticiper et de préparer cette rentrée pour éviter que nos élèves en pâtissent.

Mais malgré une communication rassurante dans les médias, ce dernier n'a rien fait.

Dès lors, comment assumer une organisation bancale dans les écoles ?

Un protocole pondu in extrémis, vide de toute mesure.



Au delà du fait que les enseignant-es n'ont pu prendre connaissance de ce protocole qu'à la veille de la rentrée, aucune baisse des effectifs n'a été pensée afin de limiter les quarantaines en cas d'élève positif dans une classe.

Le non-brassage des élèves n'est plus demandé, et quand bien-même certaines équipes l'auraient maintenu, les élèves sont mélangés sur les temps péri-scolaires, partagent le matériel commun à l'école, utilisent les mêmes sanitaires...

Ce protocole n'a donc plus de sens avec des consignes souvent contradictoires lorsqu'un cas est détecté.

Un refus de créer des postes supplémentaires.



Ailleurs, la nécessité de renforcer le nombre d'enseignant-es a été une évidence. Pas en France. Pourtant, comme dans tous les autres secteurs, certains enseignant-es sont « personnes vulnérables » dans l'impossibilité de prendre leurs fonctions en présence d'élèves potentiellement vecteurs du virus. Quid de ces classes ?

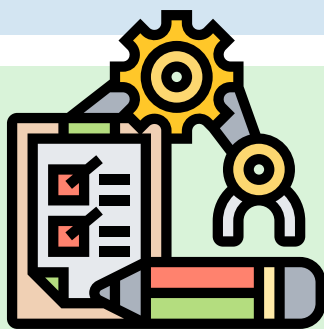
Quid des écoles où une partie ou la totalité des enseignant-es doivent être mis-es en quatorzaine ? Quid des élèves appartenant à une classe « covid » (avec leur enseignant-e en quatorzaine, certains élèves en quatorzaine), présents et sans possibilité d'être répartis dans les autres classes de l'école ?

Le Ministre a fait l'autruche. Nous, nous savions que le quota des remplaçant-es ne serait pas suffisant. Et en effet, dès la rentrée, tous les remplaçants étaient déjà utilisés.

Mais notre hiérarchie n'a pas semblé utile de nous écouter.

Comment, dans de telles conditions, garantir aux élèves une continuité dans les apprentissages ?

Des évaluations nationales maintenues.



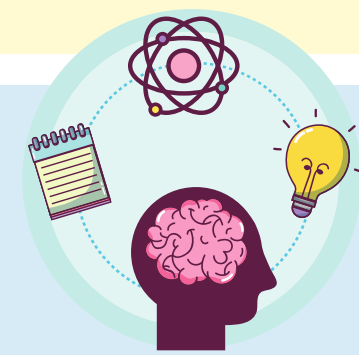
Déjà plus que contestables les années précédentes de par leur inutilité pédagogique, les évaluations nationales ont été maintenues. Quasiment identiques à celles de l'an dernier, elles sont loin d'être adaptées à la réalité de ce qu'a pu être la scolarité contrariée de nos élèves de Grande Section et de CP 2019-2020.

Ces nouveaux CP et CE1, après plusieurs mois d'enseignement à distance chaotiques se retrouvent pour beaucoup face à des exercices infaisables, en situation d'échec.

Entre le protocole et ces évaluations, quelle place pour la pédagogie ?

N'aurait-il pas été mieux de faire confiance en l'expertise des enseignant-es pour créer leurs outils diagnostiques adaptés au niveau de leurs élèves, adaptés à la situation vécue ces derniers mois, tout en étant bienveillant ?

Des programmes ajustés tardivement.



En plein été, les programmes ont été revisités entre autre pour préconiser un renforcement des « savoirs fondamentaux » (lire, écrire, compter et respecter autrui).

En tant qu'enseignant-es, nous refusons de limiter les savoirs apporter aux élèves à ces seules connaissances. L'ouverture vers le monde à travers les sciences, l'art, l'histoire, la géographie, le sport, la musique... nous paraît être des richesses non négociables pour que nos enfants, nos élèves, deviennent des citoyens du monde, avec « des têtes bien faites et bien pleines ».

Pour ces raisons et d'autres encore, nous, enseignant-es, sommes en colère. Nous voulons une école sécurisante, émancipatrice et respectueuse pour nos élèves, pour nos enfants.

Cette rentrée préparée à la louche par notre Ministère en est le parfait contre-exemple. Sans considération pour la fragilité de certain-es élèves après le confinement, sans considération pour notre expertise dans les apprentissages, sans considération pour l'organisation des écoles. Non, « tout ne va pas bien », Monsieur Blanquer.